

VILLE D'ARGENTAN Département de l'Orne	EXTRAIT du registre des délibérations du Conseil municipal Séance du lundi 4 décembre 2023
--	---

Date de convocation
28 novembre 2023

Conseillers
En exercice : 33
Présents : 30
Pouvoir : 1
Votants : 31

Vote
Pour : 31
Contre : 0
Abstention : 0

Publication ou
notification le :

Le quatre décembre deux mil vingt-trois, à dix-huit heures, le Conseil municipal d'Argentan s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel de Ville d'Argentan, sous la présidence de Frédéric LEVEILLÉ, Maire d'Argentan.

Présents : LEVEILLÉ Frédéric, *Maire* – JIDOUARD Philippe, *1^{er} adjoint* – BENOIST Danièle, *2^{ème} adjointe* – LASNE Hervé, *3^{ème} adjoint* – MICHEL Clothilde, *4^{ème} adjointe* – JOUADÉ Yannick, *5^{ème} adjoint* – BELHACHE Alexandra, *6^{ème} adjointe* – VALLET Serge, *7^{ème} adjoint* – BEJAOUI Sandra – BULLIER Daniel – CHAILLOU Hubert – CHARLES Christian – CHOQUET Brigitte – FRÉNÉHARD Guy – GOBÉ Carine – GRESSANT Taly – HOULLIER Karim – LADAME Julian – LECERF Lionel – LEDENTU Sébastien – LOUVET Nathalie – MELOT Michel – MÉNARD Jacqueline – MENEREUL Jean-Louis – MONTEGGIA Martine – PETIT Lydia – POULAIN Christine – TERESA Isabelle – THIERRY Anne-Charlotte – VIMONT Jacques.

Excusés : RÉMOND Jean-Christophe – ALLIGNÉ Christophe (pouvoir à MELOT Michel).

Absent : DE GOUSSENCOURT Marc.

— 8 DEC. 2023

2023-137	Remboursement des frais de mission
-----------------	---

Vu le code général de la fonction publique ;
Vu le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics ;
Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;
Vu l'arrêté du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;
Considérant qu'il convient d'approuver les nouveaux montants pour les remboursements des frais de restauration et d'hébergement.
Considérant l'avis favorable de la commission n° 4 du 21 novembre 2023 ;

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

Article 1

D'approuver les montants des indemnités de mission en métropole pour les frais de déplacements des personnels comme suit :

	Taux de base	Grandes villes et communes de la métropole du grand Paris	Commune de Paris
Hébergement	90 €	120 €	140 €
Déjeuner	20 €	20 €	20 €
Dîner	20 €	20 €	20 €

Article 2

De préciser que pour l'application de ces montants, sont considérées comme grandes villes les communes dont la population légale est égale ou supérieure à 200 000 habitants.

Article 3

D'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame Alexandra BELHACHE, 6^{ème} adjointe au Maire déléguée, à signer cette convention et à en assurer la mise en œuvre.

Article 4

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyen » accessible via le site internet www.telerecours.fr.

*Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus.
Pour extrait certifié conforme.*

Le Maire,
Frédéric LEVEILLÉ

